

En collaboration avec le



GLOBAL LABOUR INSTITUTE

JAA 1002 Lausanne

13 décembre 2000 – n° 1454-1455
Hebdomadaire romand
Trente-septième année

Qu'est-ce que le socialisme?

Réponse à Christoph Blocher

par Dan Gallin

Mettre le débat à son vrai niveau

Les idéologies n'ont pas livré, dans notre siècle, seulement des batailles d'idées. Elles ont servi de levier pour des prises de pouvoirs dictatoriaux; elles se sont affrontées dans des guerres sanglantes. Aujourd'hui il est possible de les juger avec un premier recul.

Christoph Blocher a tenu dans son essai *La liberté plutôt que le socialisme* à donner sa vision de l'histoire contemporaine. Il en a lui-même assuré (il en a les moyens) la plus large diffusion: tous ménages plus encartage dans de grands journaux. La thèse est simple(iste). Les dictatures et le socialisme démocratique ont en commun la croyance en la toute-puissance de l'Etat; d'où leur connivence historique. Cette mise en perspective s'appuie entre autres sur des références sorties de leur contexte historique; on est proche souvent des procédés de Propaganda, chers aux régimes pourtant dénoncés. Comment répliquer sans descendre au même caniveau? Les philosophes, les historiens ou les militants qui y songeaient en étaient découragés. Pourtant le débat sur ce sujet a lieu d'être.

Dan Gallin, syndicaliste international, qui anime le *Global Labour Institute* s'y est engagé en prenant de la hauteur. Son texte, porté par des convictions fortes, resitue les enjeux avec clarté et sans rouerie politicienne. *Domaine Public* voulait le publier comme un cahier spécial destiné à ses lecteurs. Puis il a estimé salubre de le mettre à portée, par encartage dans *Le Temps*, d'un plus vaste public: la réponse devant avoir la même diffusion que l'attaque.

Pour un hebdomadaire aux ressources limitées comme *Domaine Public*, cet effort est financièrement lourd; il a été rendu possible par une souscription interne, et auprès de ses amis. Nous les en remercions. Les lecteurs du *Temps* qui souhaiteraient mieux nous connaître trouveront dans ce numéro une carte permettant de prendre contact avec notre hebdomadaire qui, sans but lucratif, sans subside, sans publicité participe depuis plus de trente ans au débat politique. *Qu'est-ce que le socialisme? Réponse à Christoph Blocher* s'inscrit dans cette ligne.

Domaine Public

M Christoph Blocher a fait distribuer une brochure tous ménages¹, dans laquelle il explique que les socialistes sont très proches dans leur pensée, sinon dans l'action, du nazisme et du communisme. Quant à la liberté, c'est lui, Blocher, et les siens, qui en sont les vrais défenseurs. Vraiment ?

Tout socialiste sait qu'il ne peut y avoir de socialisme sans démocratie, ni de démocratie sans socialisme. Cela veut dire, en termes simples, que sans la participation la plus large de citoyens actifs et informés dans la gestion du

pouvoir, et sans institutions garantissant les droits démocratiques et civiques pour tous, un système soi-disant socialiste ne peut que sombrer dans une dictature bureaucratique. Cela veut dire aussi que le contrôle démocratique des citoyens n'a pas à s'arrêter aux portes des entreprises et des banques et que le pouvoir de l'argent, autant que le pouvoir politique, doit lui être soumis. Ces idées sont fortement ancrées dans la culture socialiste. Or, le fondement de la liberté, s'il s'agit de la liberté de tous et pas seulement de celle de quelques-uns, est justement la démocratie.

Marxisme et liberté

Il est vrai que le fond de l'idéologie du socialisme moderne est marxiste: heureusement, car la contribution fondamentale de Karl Marx a consisté à démocratiser le mouvement socialiste, condition préalable indispensable pour en faire un instrument de la démocratisation de la société.

Avant Marx, le socialisme était effectivement autoritaire. Depuis des siècles, des penseurs et des militants s'étaient révoltés contre les injustices et les cruautés des sociétés dans lesquelles ils vivaient et, à partir de cette révolte, avaient élaboré des architectures d'un ordre social idéal. Mais qu'il s'agisse de philosophes comme Tommaso Campanella ou Thomas Moore, de penseurs philanthropes comme le comte de Saint-Simon, Étienne Cabet, Charles Fourier ou Robert Owen, ou de révolutionnaires comme Gracchus Babeuf, parmi d'autres, les précurseurs du socialisme moderne ne pouvaient envisager que des dictatures pédagogiques, dirigées par un maître éclairé ou des élites auto-désignées, qui imposeraient un nouvel ordre social par décret, ou par le succès d'une conjuration - pour le bien du peuple, bien sûr, mais jamais avec le peuple et en tout cas pas par le peuple.

Sans parler du sinistre Proudhon, qui sert de référence aussi bien à des milieux d'extrême droite qu'à une certaine gauche, sans doute inconsciente de son autoritarisme foncier, son

racisme de principe, son antisémitisme, son mépris à l'égard des femmes et d'ailleurs à l'égard du peuple en général. (Bettino Craxi, alors premier ministre, pensait que Proudhon pouvait être, pour les socialistes, une alternative valable à Marx).

Marx rompt avec cette tradition et livre ses premiers combats politiques contre les conjurations élitistes typiques du mouvement révolutionnaire de son époque. Il s'élève avec force contre ceux qui sont prêts à sacrifier la liberté au nom de l'égalité et «qui veulent faire du monde une caserne ou une usine géante»².

Il dit aux travailleurs de son temps : «Il vous faudra traverser quinze, vingt, cinquante ans de guerres civiles et de guerres internationales, non seulement pour changer les conditions régnantes mais encore pour vous changer vous-mêmes et vous rendre aptes à exercer le pouvoir politique»³, alors que d'autres les croient capables de prendre le pouvoir n'importe quand par un acte de volonté, tandis que d'autres encore leur nient totalement cette possibilité. Parmi ses citations les plus célèbres figurent non seulement «prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» mais aussi la première phrase du préambule des statuts de la Première Internationale: «Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes [...]».

¹ Christoph Blocher: *La liberté plutôt que le socialisme*, UDC du Canton de Zurich, 2000, 24 p.

² *Déclaration de la Ligue des Communistes, 1847*, citée par Hal Draper (voir note 26).

³ Karl Marx: Intervention à l'adresse de la minorité de la Ligue des Communistes, 1850, citée par Hal Draper (voir note 26).

De quoi faut-il s'émanciper et que signifie «exercer le pouvoir politique»? Ce qui est insoutenable pour Marx et pour tous les socialistes, hier comme aujourd'hui, c'est une organisation de l'économie et de la société qui condamne la majorité de la population à la misère tout en concentrant une richesse et un pouvoir incommensurables dans les mains de quelques-uns.

Du temps de Marx, comme aujourd'hui, les tenants de l'ordre établi expliquent que cet ordre est le résultat inéluctable de lois impersonnelles assimilables à des lois de la nature. Marx démonte cette croyance. Il contribue par

ailleurs de manière décisive à démystifier la légende de la «main invisible» pour rendre transparents les mécanismes de la société, et il montre comment elle peut être transformée par le peuple s'il s'organise à cet effet.

Les travailleurs, en tant que classe, n'ont pas d'intérêts spéciaux à défendre qui seraient différents de ceux de l'ensemble de la population du monde, à part une petite minorité de privilégiés. La «prise de pouvoir» et la «dictature du prolétariat», chez Marx et chez ceux qui le comprennent, veulent dire que la société se prend elle-même en charge, économie y compris.

Des «témoins à charge» qui se retournent contre Blocher

L'amalgame, c'est-à-dire l'association de l'accusé avec une idéologie infamante, est un vieux procédé utilisé par tous les politiciens de mauvaise foi depuis la nuit des temps. Il a beaucoup servi dans les procès de Moscou. La sagesse populaire dit que «celui qui veut noyer son chien prétend qu'il a la rage». La brochure de Blocher repose sur ce procédé, presque à chaque ligne.

Un amalgame typique de Blocher: «Sir Karl R. Popper a démasqué les national-socialistes et les socialistes comme les ennemis de la «société ouverte»»⁴.

Popper vaut en effet la peine d'être lu, non parce qu'il «démasque» quoi que ce soit mais parce qu'il reste un démocrate conséquent et un penseur original, imprégné de culture austromarxiste, même dans son rejet du marxisme. Dans son livre *La société ouverte et ses ennemis*, Karl Popper argumente contre les idéologies totalitaires et on peut lui reprocher de réfuter un marxisme à sa convenance, mais cela fait partie du débat. Il écrit cependant, après avoir critiqué «l'historicisme» de Marx :

«C'est le radicalisme moral de Marx qui explique son influence, et ceci est en soi-même

un motif d'espoir. Ce radicalisme moral reste vivant. C'est notre tâche de le maintenir vivant, d'empêcher qu'il suive le chemin où son radicalisme politique doit aboutir. Le marxisme 'scientifique' est mort. Son sens de la responsabilité sociale et son amour de la liberté doivent survivre.»⁵

Popper est mort en 1994. Il est trop tard pour lui demander ce qu'il aurait pensé du millionnaire Blocher.

Blocher commet aussi l'imprudence de citer George Orwell, auteur de la dystopie anti-totalitaire *1984* et de la féroce satire anti-stalinienne *La ferme des animaux*. Il omet de rappeler, mais là n'est pas son propos, que Orwell était membre du petit parti socialiste de gauche Independent Labour Party (ILP), que c'est en cette qualité qu'il était parti en Espagne combattre l'armée fasciste dans la milice du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM), allié au ILP. Il a vécu la répression contre le POUM par les agents de l'URSS et par le PC espagnol qu'il décrit dans son livre *Hommage à la Catalogne*.

En 1942, il écrit dans *Réflexions sur la Guerre d'Espagne* : «La vérité générale sur cette guerre est assez simple. La bourgeoisie

⁴ Blocher, *op.cit.*, p. 6.

⁵ Karl R. Popper: *The Open Society and Its Enemies*, Harper & Row Publishers (New York and Evanston), revised edition, 1963, Vol. I, 351 p., Vol. II, 420 p. ; Vol. II, p. 211.

« J'ai vu des choses prodigieuses et enfin je crois vraiment au socialisme, ce qui ne m'était jamais arrivé auparavant »

George Orwell

espagnole avait perçu l'occasion d'écraser le mouvement ouvrier et l'a saisie, aidée par les nazis et les réactionnaires de tous les pays [...]. En son essence, c'était une guerre de classes. Si elle avait été gagnée, la cause du peuple partout aurait été renforcée. Elle a été perdue, et les actionnaires du monde entier se sont frotté les mains. C'était là le vrai enjeu ; tout le reste est de l'écume en surface.»⁶

Simon Leys, le brillant analyste de la folie maoïste⁷, a consacré un petit livre à Orwell⁸ dans lequel il souligne l'importance de la guerre d'Espagne dans la formation de sa pensée politique.

Citant Orwell, qui écrit à son retour d'Espagne: «J'ai vu des choses prodigieuses et enfin je crois vraiment au socialisme, ce qui ne m'était jamais arrivé auparavant»⁹, Leys poursuit: «L'adhésion qu'il avait donnée à la cause socialiste après le voyage de Wigan Pier n'avait encore été qu'une adhésion à une espérance. Mais maintenant, depuis l'Espagne, il savait: le socialisme était possible; pendant une brève et inoubliable période, ç'avait été une réalité dans laquelle il avait trouvé sa place et son rôle. Cette bouleversante découverte s'était cependant accompagnée d'une première et décisive confrontation avec l'ennemi totalitaire: les staliniens, pour qui la possibilité d'un socialisme authentique paraissait une menace mille fois plus redoutable que le triomphe du fascisme, s'étaient empressés de torpiller cette expérience révolutionnaire et d'en massacrer les protagonistes; et c'est ainsi que Orwell qui, au front, n'avait survécu que de justesse aux balles fascistes, faillit ensuite se faire assassiner à l'arrière par les gens de Moscou!»

En ce qui concerne *1984*, Orwell écrit¹⁰: «Mon roman n'est pas une attaque contre le socialisme ou contre le Parti travailliste anglais

(que je soutiens personnellement) ; il veut seulement montrer les perversions auxquelles une économie centralisée est exposée, et qui ont déjà été partiellement réalisées dans le communisme et dans le fascisme. Je ne crois pas que la forme de société que j'ai décrite arrivera nécessairement, mais je crois (tenant compte évidemment du fait que le livre est une satire) qu'un phénomène de ce type pourrait arriver. Je crois également que les idées totalitaires ont pris racine dans l'esprit des intellectuels un peu partout, et j'ai tâché de développer toutes les conséquences logiques de ces idées. La scène du livre est située en Angleterre pour souligner le fait que les populations de langue anglaise ne sont pas meilleures que les autres et que, si on ne le combat pas, le totalitarisme peut triompher n'importe où.»

Plusieurs années auparavant, dans un contexte différent, Orwell avait déjà noté que, devant tout ce qui défigure l'idéal révolutionnaire, «la tâche des gens intelligents est non de rejeter le socialisme mais de s'employer à l'humaniser [...]. Notre devoir est de combattre pour la justice et la liberté ; socialisme signifie précisément justice et liberté, une fois qu'on l'a débarrassé de toutes les sottises qui l'encombrent. C'est sur ces valeurs essentielles, et sur elles seules, que nous devons fixer notre attention. Rejeter le socialisme simplement parce que tant de socialistes, individuellement, sont des gens lamentables, serait aussi absurde que de refuser de voyager en chemin de fer parce qu'on n'aime pas la figure du contrôleur.»¹¹

Dans ce qui pourrait être une réponse à Blocher, Simon Leys écrit plus loin dans son livre: «La lutte anti-totalitaire d'Orwell ne fut que le corollaire de sa conviction socialiste : il pensait en effet que seule la défaite du totalitarisme pourrait assurer la victoire du socialisme. Cette attitude, constamment réaffirmée dans ses

⁶ George Orwell: *Looking Back on the Spanish War* (1942), (dans: *The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell*, [CE]) Vol. II: *My Country Right or Left*, Secker & Warburg, London, 1968, p. 249.

⁷ Simon Leys: *Ombres chinoises*, Union Générale d'Édition (10/18), Paris, 1974, 312 p.; *Les habits neufs du Président Mao*, Champ Libre, Paris, 1971, 314 p.; *La forêt en feu*, Collection Savoir, Hermann, Paris, 1983, 231 p.

⁸ Simon Leys: *Orwell, ou l'horreur de la politique*, Collection Savoir, Hermann, Paris, 1984, 74 p.

⁹ George Orwell: CE, Vol. I, p. 269.

¹⁰ George Orwell: CE, Vol. IV, p. 502.

¹¹ George Orwell: *The Road to Wigan Pier*, Left Book Club, Victor Gollancz, London, 1937, 264 p. (pp. 251-252).

écrits, semble avoir curieusement échappé à un certain nombre de ses admirateurs. Par exemple nous voyons maintenant, en Europe et en Amérique, des néo-conservateurs qui s'efforcent de le récupérer ; faisant un usage sélectif de ses propos, ils tentent de montrer que, s'il avait vécu, il serait probablement devenu le plus éloquent porte-parole de leur mouvement [...]. Cette annexion d'Orwell par la nouvelle droite reflète moins le potentiel conservateur de sa pensée que la persistante stupidité d'une gauche qui, au lieu de commencer enfin à le lire

et le comprendre, s'est laissée scandaleusement confisquer le plus puissant de ses écrivains. »

Qu'est-ce qu'Orwell aurait pensé du millionnaire Blocher ? On sait en tout cas ce qu'il pensait des conservateurs anglais. Il écrit un peu plus loin, dans le même essai : «La question de savoir si la classe dirigeante britannique est consciemment malfaisante ou simplement stupide est une des questions les plus difficiles de notre temps et qui peut devenir, à certains moments, une question très importante.»¹²

Socialisme et communisme, l'antithèse

Les socialistes qui ont compris les fondements du marxisme, ou qui ont fait l'expérience directe du stalinisme comme Orwell, ne peuvent qu'être anti-communistes, justement parce que socialistes.

Le «communisme réellement existant» du bloc soviétique a évidemment été une monstrueuse imposture, l'un des régimes les plus répressifs et régressifs de notre temps, et par n'importe quelle définition le contraire du socialisme.

Orwell l'avait perçu par expérience et par instinct ; mais en termes de sociologie politique, le système économique et social de l'URSS ne pouvait être compris qu'en posant les questions marxistes : qui décide de l'affectation de la plus-value ? Quelle classe y détient le pouvoir ? Par quelles institutions ? Les théoriciens socialistes les plus représentatifs sont vite arrivés à la conclusion qu'il s'agissait d'une société de classe d'un type nouveau, dans laquelle une classe dirigeante, la bureaucratie, maintenait son monopole sur le pouvoir politique par la terreur policière et militaire et, du fait de ce monopole, détenait collectivement les moyens de production formellement propriété de l'Etat.

Karl Kautsky, le théoricien et leader de la social-démocratie allemande avant la guerre de 1939/45, écrit déjà en 1929 : «Là où l'appareil de l'Etat est un instrument dans les mains d'une minorité pour subjuguer la grande majorité de la

population, toute nationalisation des moyens de production renforce le despotisme de la minorité et aggrave la servitude des masses laborieuses. Un processus de nationalisation entrepris par un Etat de ce type représente l'opposé de celui auquel nous aspirons [...]. Dans le modèle de l'Etat de la Russie communiste, l'Etat[...] est identifié non pas à la nation mais à un parti qui ne représente pas plus qu'un pour cent de la population et, à son tour, dépend entièrement d'une clique dirigeante. En réalité, les moyens de production sont ainsi devenus la propriété privée de cette clique dirigeante, qui en dispose à sa guise [...]. La nationalisation que nous préconisons n'a donc rien en commun avec celle du bolchévisme. Ce que nous avons en commun n'est que le mot, pas le contenu.»¹³

A partir des années 1940, des penseurs marxistes venant d'horizons divers tels Max Shachtman aux Etats-Unis¹⁴, Tony Cliff en Grande-Bretagne¹⁵, Cornelius Castoriadis en France¹⁶, Milovan Djilas en Yougoslavie¹⁷, entre autres, font la même analyse à quelques détails près.

Il faut aussi tenir présent à l'esprit l'avertissement de Rosa Luxemburg, révolutionnaire socialiste et démocrate, dix ans plus tôt :

«La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres d'un parti - fussent-ils aussi nombreux qu'on voudra - ce

¹² Orwell: *Looking Back on the Spanish War*, op. cit., p. 301.

¹³ Karl Kautsky: *Nochmals die Gemeinsamkeit des sozialdemokratischen und des kommunistischen Endziels*, Tribüne, Vol. I, Nr. 11, März 1929; voir aussi, entre autres: *Demokratie und Diktatur, Der Kampf* (Wien), 1933.

¹⁴ Max Shachtman: *The Bureaucratic Revolution*, Donald Press, New York, 1962, 360 p. (contient les articles parus dans *The New International: Is Russia a Workers' State?* (1940) et *Russia's New Ruling Class* (1942).

¹⁵ Tony Cliff: *Stalinism, A Marxist Analysis*, Kidron, Londres, 1955, 273 p.

¹⁶ Cornelius Castoriadis, notamment: *Les rapports de production en Russie, Socialisme ou Barbarie*, mars 1949 et: *La révolution prolétarienne contre la bureaucratie, Socialisme ou Barbarie*, décembre 1956 (réédités par l'Union Générale d'Editions, (10/18) sous le titre *La société bureaucratique* en 1973).

¹⁷ Milovan Djilas: *La nouvelle classe dirigeante*, Plon, Paris, 1957.

« La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement n'est pas la liberté »

Rosa Luxemburg

¹⁸ Rosa Luxemburg, *La révolution russe*, Editions Spartacus, Paris, 1946.

¹⁹ David Dallin et Boris Nikolaevsky, *Forced Labor in Soviet Russia*, Yale, 1947, 331 p.

²⁰ Léon Trotsky: *La révolution trahie*, Grasset, Paris, 1936 (réédité par les Editions de Minuit (10/18) en 1963), 310 p.

²¹ Boris Souvarine: *Staline, Aperçu historique du bolchevisme*, Plon, 1935.

²² Alexander Weissberg, *The Accused*, Simon & Schuster, New York, 1951.

²³ Margarete Buber-Neumann, *Als Gefangene bei Stalin und Hitler*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1958, 471 p.

²⁴ Arthur Koestler: *Le zéro et l'infini*, Calmann-Lévy, Paris, 1945, 295 p.

²⁵ Victor Serge: *S'il est minuit dans le siècle*, Bernard Grasset, Paris, 1939 et: *L'affaire Toulaïev* (1942); aussi dans: *Les révolutionnaires*, Editions du Seuil, Paris, 1967.

²⁶ Manès Sperber: *Trilogie*, Calmann-Lévy, 1949.

²⁷ Notamment: Anton Ciliga: *Au pays du mensonge déconcertant*; Panait Istrati: *Vers l'autre flamme*, Rieder, Paris, 1929; André Gide: *Retour de l'URSS* et: *Retouches à mon Retour d'URSS* (1937).

n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme pour la «justice», mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et qu'elle perd son efficacité quand la «liberté» devient un privilège. [...] Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif. C'est une loi à laquelle nul ne se soustrait. La vie publique entre peu à peu en sommeil: quelques douzaines de chefs de parti, d'une énergie inépuisable et d'un idéalisme sans bornes, dirigent et gouvernent: parmi eux, la direction est en réalité aux mains d'une douzaine d'hommes à cerveau éminent, et une élite de la classe ouvrière est de temps à autre convoquée à des réunions pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente - c'est donc, au fond, un gouvernement de coterie - une dictature, il est vrai, mais non pas la dictature du prolétariat, non: la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine.»¹⁸

Il a donc toujours été absurde pour un socialiste de qualifier l'Union soviétique et les pays sous son contrôle de «pays socialistes». Même le terme «Union soviétique» est déjà une imposture: en fait d'«Union», c'est une prison des peuples, et les «Soviets», c'est-à-dire les «conseils» par lesquels le peuple est censé exercer le pouvoir, ne sont plus qu'une fiction à partir de 1921. Le terme «communiste» lui-même est une tromperie qui détourne le sens du «communisme» de Marx. La description exacte de ce système économique est le «collectivisme bureaucratique» (pour certains, le «capitalisme d'Etat») et sa désignation appropriée le «stalinisme».

L'utilisation du terme «socialiste» pour décrire le système «communiste» est en fait entièrement polémique et reflète deux intentions politiques opposées mais convergentes: d'une part celle de politiciens conservateurs cherchant à discréditer le socialisme en l'assimilant à la pratique «communiste» - c'est l'opération Blocher, entre autres - et d'autre part celle des communistes eux-mêmes cherchant à légitimer leur système et leur politique, encore aujourd'hui dans certains cas, en s'appropriant le vocabulaire et les symboles historiques du mouvement socialiste. En fait, pour les socialistes, aucun «pays socialiste» n'a jamais existé dans l'histoire.

Les conséquences humaines et sociales de la terreur stalinienne étaient connues depuis ses débuts. Longtemps avant Robert Conquest, cité par Blocher comme témoin à charge, il y a les témoignages et les analyses d'historiens mencheviks comme David Dallin et Boris Nikolaevsky¹⁹, de militants communistes en rupture de stalinisme comme Léon Trotsky²⁰, Boris Souvarine²¹, Alexandre Weissberg²², Margarete Buber-Neumann²³, de romanciers comme Arthur Koestler²⁴, Victor Serge²⁵ et Manès Sperber²⁶, et bien d'autres²⁷.

La gauche socialiste et les communistes dissidents ont été les premiers à révéler au monde et à dénoncer les crimes du stalinisme, en général dans un climat d'indifférence et d'hostilité, non seulement de la part des PC contrôlés par Moscou mais de la part de la droite. C'est grâce à eux que l'on a su, pratiquement en temps réel, la vérité sur les millions de paysans ayant succombé à des famines organisées en Ukraine, et sur le nombre de socialistes, de communistes dissidents, d'anarchistes, parmi d'autres, qui ont péri dans les prisons et dans les camps, sur les chantiers du Canal de la Mer Blanche, à Vorkuta, dans la Kolyma, dans des camps sans nom dans toute l'URSS, plus tard dans toute l'Europe de l'Est.

Il faut rendre hommage aux militants, aux cadres et aux dirigeants des partis socialistes et sociaux-démocrates dans toute l'Europe centrale et de l'est occupée par l'armée russe dès 1945, qui ont sacrifié leur liberté ou leur vie pour avoir refusé la fusion forcée, imposée par l'armée d'occupation, avec les partis communistes²⁸. Il ne faut pas non plus oublier le rôle du SPD sous la direction de Kurt Schumacher dans la lutte pour l'indépendance de Berlin. Le refus du SPD à Berlin-Ouest de fusionner avec le PC a non seulement assuré la liberté de la ville, mais a influé de façon décisive sur le cours de l'histoire allemande²⁹.

Mais alors, dira-t-on, que veulent dire les citations que Blocher aligne, où des représentants du PSS rivalisent d'amabilités à l'adresse des communistes roumains, nord-coréens ou est-allemands? Il faut l'admettre: l'inculture, la légèreté, le cynisme ou la bêtise, dont aucun grand mouvement populaire n'arrive à se défaire complètement, ont leur part dans les citations que Blocher cite avec délectation. Il ne faut pas non plus sous-estimer les pesanteurs de la société ambiante qui, au nom du «réalisme», favorisent les carriéristes et les bureaucrates à la petite semaine, obnubilés par des préoccupations électoralistes locales, toujours à la recherche de raccourcis commodes.³⁰

Mais ce genre d'opportunisme n'explique pas tout. Pour les socialistes, il y a un problème de fond auquel il est nécessaire de faire face: c'est l'attraction de certains socialistes pour des solutions autoritaires. Comme l'expliquait Hal Draper³¹: le socialisme a deux âmes: son âme démocratique, qui lui vient de Marx, et à laquelle il doit d'être le grand mouvement de libération qu'il est, et son âme autoritaire qui lui vient de la tradition utopiste. Cette âme autoritaire est renforcée par les pesanteurs de la société bourgeoise, profondément autoritaire elle-même («*die alte Scheisse*» disait Marx) dont le mouvement socialiste, et surtout la droite socialiste, a beaucoup de peine à se débarrasser.

Des théoriciens de la tendance la plus réformiste du travaillisme anglais, tels que Sidney et Beatrice Webb, qui abominèrent la révolution

russe d'Octobre (chaotique et foireuse), encensèrent Staline qui avait mis de l'ordre dans tout cela³². On peut citer d'autres exemples, non seulement en Angleterre, où la tendance bureaucratique et technocratique du réformisme social-démocrate se découvrait des affinités avec le régime stalinien. Si, pour Lénine, le socialisme c'était «l'électricité plus les Soviets», pour ceux-là l'électricité suffisait.

D'autre part, il y a évidemment les socialistes de gauche pro-staliniens: un Léon Nicole à Genève, ni bureaucrate, ni technocrate mais grand tribun populaire, en revanche autoritaire, et grand passionné dont l'intelligence n'était pas à la mesure de sa passion, racontait approximativement les mêmes sottises en revenant d'URSS que le couple Webb.³³

Le problème de fond ne réside pas en réalité dans ce genre d'affinités, qui ne sont qu'une conséquence, mais dans la cause: les tendances autoritaires intrinsèques à une conception du socialisme qui le réduit à une économie administrée par une élite politique ou militaire. Des avatars de ce daltonisme politique face à des régimes ou des mouvements autoritaires auto-proclamés «socialistes» subsistent encore: les déchets politiques post-staliniens, ou certains courants tiers-mondistes (et socialistes) qui continuent à s'accrocher à la Chine ou à Cuba comme à des terres promises de rechange. Avant 1917, aucun socialiste n'éprouvait le besoin d'une terre promise parce que le socialisme était dans leur tête et dans leur cœur, et cela suffisait pour créer le mouvement social international le plus important de l'histoire moderne.

Ces controverses internes du mouvement socialiste ne concernent pas Blocher. Blocher n'arrive même pas à distinguer entre le «socialisme-par-en-haut» et le «socialisme-par-en-bas» et, s'il arrivait à saisir la distinction, c'est sans doute ce dernier qui le générerait le plus. En attendant, l'amalgame grossier entre socialisme et stalinisme lui suffit.

Pour amorcer une discussion sur les dispositions à l'autoritarisme qui existent dans la société moderne et qui inquiètent les démocrates de

²⁸ Notamment: Puzak, Szturm de Sztrem, Dziegielewski, Krawczyk, Zdanowski et Janina Pajdak en Pologne; Gyula Kelemen, Sari Karik, Anna Kethly en Hongrie; Zdenek Peska, Vojtech Dundr, Zavis Kalandra, Milada Horakova en Tchécoslovaquie; Titel Petrescu en Roumanie; Pastukhov et Loultchev en Bulgarie; Lazar Fundo en Albanie.

²⁹ Le 31 mars 1946, les membres du SPD de Berlin étaient appelés à voter sur la fusion avec le KPD. 19'529 votants sur 23'755 s'y opposèrent.

³⁰ Pour contrer ces pesanteurs, parmi lesquelles il faut compter l'électoralisme, et le provincialisme de tout parti cantonal, il aurait fallu que le PSS s'engage à fond dans la formation idéologique et politique des ses militants. L'absence d'une telle formation se paie. Elle aboutit à une situation où plus personne ne connaît les faits, y compris l'histoire du mouvement socialiste.

³¹ Hal Draper, *The Two Souls of Socialism*, New Politics, Vol. 5, Nr. 1 (Winter 1966), pp. 57-84.

³² Sidney & Beatrice Webb: *Soviet Communism – A New Civilisation*, Gollancz, London, 1937, 1257 p.

³³ Léon Nicole, *Mon voyage en URSS*, Editions du Faubourg, Genève, 1939, 223 p.

« *Le socialisme a deux âmes: son âme démocratique, qui lui vient de Marx, et son âme autoritaire qui lui vient de la tradition utopiste* »

toutes tendances, il aurait fallu entrer en matière sur l'autoritarisme de la droite. Comment aider les gens à se libérer de l'esprit de soumission, notamment dans les entreprises, à l'école, dans l'armée, dans la famille ? Comment résister à la tentation des pouvoirs publics et, encore bien davantage du capital privé, de traiter les citoyens en administrés ? Comment arriver à une égalité réelle entre femmes et hommes ? Comment se fait-il que les règles du jeu de la démocratie, que tout le monde accepte en principe, n'ont jamais eu cours dans les entreprises ?

Si Blocher était un politicien sérieux, il aurait pu lancer un vrai débat sur toutes les menaces qui pèsent sur la liberté (les libertés) dans la société actuelle, et comment la gauche et la droite se positionnent face à ces menaces. Ce débat aura sans doute lieu, mais probablement sans Blocher, qui s'intéresse seulement à sa propre liberté. Pour les autres, c'est chacun pour soi : « dans une société libre, l'égalité devant la loi est la seule égalité nécessaire et possible »³⁴, ou, comme le disait Anatole France, la loi dans sa majesté accorde au clochard et au millionnaire la même liberté de dormir sous les ponts.

En ce qui concerne la culture politique des partis socialistes, et leur politique générale, elle n'a pas été formée par les minorités stalinisantes, et Blocher le sait. Dans le cas du PSS, elle a été édiflée, au cours de décennies, par des hommes comme Hermann Greulich et Robert Grimm, par Charles Naine et Pierre Graber, par Karl Dellberg et Paul Golay, par Jules Humbert-Droz et Walther Bringolf qui, eux, savaient à quoi s'en tenir à propos des régimes totalitaires. Le fait qu'en 1939 le PSS ait exclu Léon Nicole et les PS de Genève et de Nyon pour avoir soutenu le pacte Staline-Hitler pèse plus lourd dans l'histoire du parti que les inepties de certains à l'adresse des Rois Ubu du stalinisme, d'ailleurs controversées à l'époque dans le parti.³⁵

Au jeu des citations, on pourrait aussi aligner ce genre de déclaration de la part de politiciens bourgeois, et parmi les plus conservateurs. Le père de l'« *Ostpolitik* » allemande est Franz-Joseph Strauss, bien avant Egon Bahr et Willy Brandt. Cela n'a rien d'étonnant puisque le patronat, soutenu partout par la droite politique, a fait ce que les socialistes n'ont en tout cas jamais fait, même quand ils en avaient les moyens étant au gouvernement de différents Etats européens : prolonger la survie des régimes communistes en les tenant à bout de bras par leurs investissements.

³⁴ Blocher, op. cit., p. 19.

³⁵ Rappelons que le Comité de solidarité socialiste avec les opposants des Pays de l'Est (CSSOPE), auquel participaient à Genève et à Lausanne des membres du PS, du PSO (Parti socialiste ouvrier, trotskyste) et des indépendants, menait une campagne active dans la deuxième moitié des années 1980 (revue *Samizdat*, réunions publiques) pour dénoncer le caractère répressif du régime stalinien et pour défendre ses victimes.

³⁶ Charles Levinson, *Vodka-Cola*, Gordon & Cremonesi, Londres, 1978.

Vodka-Cola: hier et aujourd'hui

Dans les années 1960 et 1970, alors que le système communiste entre en crise, les investissements de sociétés transnationales dans les pays du bloc et en Yougoslavie explosent : les accords de coopération entre sociétés transnationales et des entreprises d'Etat du bloc passent, en chiffres ronds, de 300 en 1970 à 4000 en 1977 ; pratiquement les 1000 transnationales les plus importantes, assurant 80 % de l'ensemble de la

production dans le monde capitaliste, sont représentées³⁶.

Ces accords de coopération étaient de types divers : octroi de licences en échange de produits ou d'éléments entrant dans la fabrication de produits finis, de la coproduction, de la sous-traitance, etc., dans la plupart des cas basés sur l'échange de produits ou de services pour éviter le problème des monnaies non convertibles.

En 1977, plus de 150 transnationales disposent de bureaux à Moscou: 35 allemandes, 25 françaises, 23 américaines, 21 japonaises, 14 italiennes, 9 suédoises, 5 britanniques, 5 finlandaises, 4 néerlandaises, 3 espagnoles, 3 suisses, 2 autrichiennes, 2 belges, une australienne et une indienne. La même année, 109 transnationales de 13 pays dont la Suisse sont représentées à Bucarest et six ont conclu des accords de coopération en Bulgarie. Il en est de même pour la RDA, la Pologne, la Tchécoslovaquie et, évidemment, la Yougoslavie³⁷.

Parmi les accords de coopération les mieux connus et les plus typiques, on peut citer ceux de FIAT en URSS (Lada à Togliattigrad), en Pologne et en Yougoslavie, ou ceux de Renault (pour la production des voitures Dacia) et de British Aerospace (les avions BAC 111) en Roumanie, ou de ITT (oui, la même qui conspire contre le gouvernement Allende au Chili en 1973) qui, à partir de 1968, équipe tous les aéroports soviétiques avec des systèmes de réservation et de communication, et, bien sûr, les accords de licence de Coca-Cola et Pepsi-Cola qui, dans le cas de Pepsico, lui donne le monopole des importations de vodka made in URSS dans le monde capitaliste.

Pour compléter le tableau des relations entre le capitalisme transnational et le bloc soviétique, il faut aussi se souvenir des crédits très généreux accordés par les banques occidentales (conduisant à un endettement massif de pays tels que la Hongrie, la Pologne ou l'URSS), du commerce de produits alimentaires (en particulier les ventes de grains américains, canadiens, australiens et argentins et les ventes par les Communautés Européennes de produits alimentaires divers à l'URSS et à d'autres pays du

bloc), ou de la participation de l'URSS dans le cartel sud-africain du diamant (du temps de l'apartheid).

Les investissements transnationaux dans le système stalinien au cours des vingt ans qui précèdent sa chute ont eu des conséquences politiques. Ils ont entre autres servi à tisser des liens solides de coopération entre les classes dirigeantes des deux systèmes: l'élite du patronat transnational et la nomenklatura du bloc. Quand on pense à ce qui a dû se dire, dans ce petit monde, au cours d'innombrables réunions de travail, de cérémonies officielles et de banquets bien arrosés, les amabilités de certains socialistes frappent par leur insignifiance. D'autant plus qu'ils n'ont pas été suivis d'effets pratiques, tout au contraire des relations entre les patrons des deux systèmes.

L'un des effets pratiques, en tout cas, a été de faciliter le recyclage de la nomenklatura en nouvelle classe dirigeante d'un capitalisme particulièrement mafieux et criminel.

A l'heure actuelle, le même processus est en marche en Chine. L'entreprise de Blocher, Ems Chemie, figure au nombre des transnationales qui investissent dans ce pays - il a été interpellé à ce sujet. Le fait que le mouvement démocratique en Chine, y compris les nombreuses tentatives de créer des syndicats indépendants, est féroce ment réprimé, ne lui cause aucun état d'âme. Ce qui compte, pour lui et pour les autres, ce n'est pas « l'idéologie totalitaire qui asservit l'individu », mais le profit qu'une entreprise capitaliste peut retirer d'un système qui lui garantit la « stabilité », c'est-à-dire qui la protège, justement par des moyens policiers et militaires, contre les revendications des travailleurs semblables à celles de son propre pays.

³⁷ Levinson, *op. cit.*

www.domainepublic.ch

essai gratuit et abonnement en ligne, recherche dans les archives du journal, dossiers, séries d'articles, forum, etc.

La résistance au nazisme

En rapprochant le socialisme du national-socialisme et du fascisme, Blocher procède à un amalgame particulièrement odieux. Il se défend de le faire dans un passage d'une hypocrisie rare³⁸ et il rend même hommage aux «nombreux représentants du socialisme» qui «ont combattu la terreur nazie avec un grand courage». Mais c'est pour insister aussitôt sur leurs «racines idéologiques communes» pour les renvoyer dos à dos, citant notamment Ludwig von Mises: «Les deux, à savoir le marxisme et le national-socialisme, ont en commun leur opposition au libéralisme et le rejet de l'ordre social et du régime capitaliste. Les deux visent un régime socialiste.»³⁹

Quand von Mises écrit cela, en 1932, le grand capital allemand est en train de financer le mouvement national-socialiste en espérant qu'il lui servira de troupe de choc pour casser le mouvement ouvrier, majoritairement socialiste. C'est un espoir qui ne sera pas déçu. Clairement, Hugenberg⁴⁰ et ses associés ont compris une chose, pourtant importante, qui a échappé au «grand penseur du 20^e siècle» von Mises et qui semble échapper à Blocher aujourd'hui: c'est que les intérêts du régime capitaliste de l'Allemagne des années 1930, dans l'opinion de ses dirigeants, sont mieux servis par les «nationaux-socialistes» que par les libéraux. Les mots «socialiste» et «ouvrier» dans le nom du parti nazi (*National-Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei*) ne font aucunement peur aux grands capitalistes allemands. Ils savent très bien que la démagogie sociale d'Hitler est une manipulation mensongère. Hitler leur a donné des gages, des gages renforcés par l'assassinat des quelques nazis dissidents, tels que Röhm ou Strasser, qui ont pris au sérieux le radicalisme social de la propagande nazie avant la prise du pouvoir en 1933.

La même chose se passe dix ans auparavant en Italie, où le grand capital se sert du fascisme et de Mussolini pour réprimer le mouvement ouvrier, majoritairement socialiste, qui lui a fait si peur par les occupations d'usines. Comme

Hitler après lui, Mussolini se débarrasse rapidement de l'aile radicale de son mouvement, qui lui vient des transfuges du syndicalisme révolutionnaire italien.

Contrairement à ce que Blocher essaie de faire croire, ni le nazisme ni le fascisme n'ont mis en cause le système capitaliste. Aucune propriété privée n'a été confisquée, sauf celle des citoyens juifs. Le patronat allemand, sauf quelques rares exceptions honorables, a soutenu le nazisme à fond, jusqu'à la fin de la guerre, comme le patronat italien a soutenu le fascisme en Italie, comme le patronat dans toute l'Europe occupée l'a fait jusqu'à la Libération et comme le patronat japonais a soutenu la dictature militaire pendant toute la guerre en Chine et dans le Pacifique. Si la Suisse avait été occupée, il aurait été intéressant de voir quelle partie du patronat aurait rejoint la résistance.

Le nazisme n'a jamais combattu «l'économie de marché» par principe, il n'a «préconisé une économie dirigée ou planifiée» que pour les besoins de la guerre.

Quand Blocher admet que les socialistes ont résisté au nazisme, il relativise aussitôt: «tout comme par exemple des libéraux, des chrétiens avoués, des membres de la noblesse et des officiers engagés dans la résistance.»

Les faits sont les suivants: la résistance socialiste commence bien avant 1933 dans les batailles de rue contre les bandes nazies et le seul groupe parlementaire du Reichstag à voter contre la «Loi sur les pleins pouvoirs» (*Ermächtigungsgesetz*) le 23 février 1933, alors que la terreur nazie est déclenchée, est le groupe socialiste dont le quart des députés est déjà arrêté ou en exil (les communistes étaient déjà dans l'illégalité et leurs 81 députés déchus de leurs mandats). Le chef du groupe socialiste Otto Wels déclare alors: «En cette heure historique, nous autres sociaux-démocrates allemands proclamons solennellement notre attachement aux principes de l'humanité et de la

³⁸ Blocher, *op.cit.*, p. 4.

³⁹ Blocher, *op. cit.*, p. 6.

⁴⁰ Alfred Hugenberg, patron millionnaire d'une chaîne de médias (presse et cinéma), chef de l'extrême-droite autoritaire de la *Deutschnationale Volkspartei* (dominante dans le parti à partir de 1928), ennemi implacable de la République de Weimar, allié d'Hitler et ministre de l'économie dans le cabinet de la coalition de droite de janvier 1933, avec Hitler comme chancelier.

« On peut nous prendre la liberté ou la vie, on ne peut pas nous prendre l'honneur »

Otto Wels

justice, de la liberté et du socialisme. Aucune loi [...] ne vous donne le pouvoir d'anéantir des idées qui sont éternelles et indestructibles. Nous saluons les persécutés et les opprimés. Nous saluons nos amis dans le Reich. Leur résistance et leur fidélité méritent admiration. [...] On peut nous prendre la liberté ou la vie, on ne peut pas nous prendre l'honneur». ⁴¹

Ce que l'on peut reprocher aux socialistes est de ne pas avoir réprimé le mouvement nazi quand ils contrôlaient encore les rouages de l'Etat, et de ne pas lui avoir opposé une résistance armée quand leur milice, le Reichsbanner, en avait encore la capacité.

Cela, malgré le sabotage des communistes qui tenaient les socialistes pour le principal ennemi (les appelant «social-fascistes» dans un amalgame digne de Blocher) et pactisaient avec les nazis (notamment dans la grève des transports publics de Berlin de 1932, organisée conjointement par les organisations d'entreprise communiste et nazie).

L'«antifascisme» communiste ne commence que lorsque Staline lance la politique du «Front populaire» après 1934. Il s'arrête brusquement avec le pacte Staline-Hitler en 1939, pour reprendre ensuite en 1941 lorsqu'Hitler envahit l'URSS. Précisons tout de même que ces connivences stalino-nazies ne sont nullement dues, comme le prétend Blocher, à une origine idéologique commune mais à la subordination totale du mouvement communiste stalinisé aux impératifs de la politique étrangère de l'URSS.

De toute façon, les socialistes payeront cher la paralysie de leur volonté politique par leur confiance aveugle en la légalité bourgeoise, tout comme les communistes payeront leur politique suicidaire de favoriser l'avènement du nazisme pensant qu'ils en prendraient la relève. On estime entre 750'000 et 1,2 million le nombre d'Allemands ayant passé par les prisons et les camps de concentration entre 1933 et 1945, sans compter les citoyens persécutés et

ensuite exterminés pour le seul fait d'être juifs. Le nombre de condamnations à mort atteint 12'000, auquel il faut ajouter les assassinats sans procédure judiciaire, qui se comptent par milliers.

Qui étaient ces centaines de milliers de victimes? Le nombre d'officiers de la Wehrmacht exécutés à la suite de la tentative de soulèvement du 20 juillet 1944 est estimé à 2000. Les victimes du nazisme (emprisonnées ou assassinées) dans les rangs des partis bourgeois (Deutschnational, Zentrum, Démocrates), des cadres de l'industrie et des professions libérales, des dissidences nazies, des chrétiens anti-nazis, des organisations de jeunesse dissidentes, se comptent par petites centaines⁴², en tout et pour tout sans doute moins de 2% des victimes du nazisme. Il faut ensuite tenir compte d'un grand groupe de personnes sans affiliation politique claire condamnées à des peines de prison ou exécutées pour avoir écouté la BBC, parlé mal du régime ou coupables d'un acte d'humanité envers des juifs, de prisonniers de guerre ou de travailleurs forcés: quelques dizaines de milliers. Le plus grand nombre des opposants et des victimes, qui se comptent par centaines de milliers, sont des socialistes et des communistes de différentes tendances, pour la plupart des travailleurs.

Ce n'est rien enlever, tout au contraire, au mérite de quelques figures héroïques et lumineuses telles que Dietrich Bonhöffer ou le groupe Huber-Scholl de la «Rose blanche» que de constater leur solitude.

Quant aux officiers supérieurs de la Wehrmacht passés à la résistance en 1944, ce n'est pas non plus méconnaître la dignité de leur sacrifice que de rappeler le motif de leur action: sachant la guerre perdue, sauver l'Allemagne du désastre national de la défaite totale et de l'occupation qui, pour la plupart d'entre eux, n'était certainement pas une libération.

⁴¹ cité dans: Gérard Sandoz: *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, Pygmalion/Gérard Watelet, Paris 1980.

⁴² Hans Rothfels: *Die deutsche Opposition gegen Hitler*, Manesse Verlag, Zürich, 1994, 443 p.; et: *Material zu einem Weissbuch der deutschen Opposition gegen die Hitlerdiktatur*, Vorstand der SPD, London, 1946, 188 p.

« La grande solidarité du mouvement ouvrier suisse avec ses camarades persécuté(e)s en Allemagne a été impressionnante »

Hermann Wichers

En Allemagne, comme dans toute l'Europe, le mouvement de résistance le plus cohérent depuis le début du régime et jusqu'à la fin de la guerre, a été le mouvement socialiste: en France, dans les réseaux «Libération» et «Nord», en Italie le mouvement Giustizia e Libertà (plus tard Partito d'Azione) des frères Rosselli, assassinés par Mussolini, et le PSI; en Pologne, ce sont les socialistes bundistes et sionistes qui dirigent l'insurrection du ghetto de Varsovie en 1943 et c'est le PPS qui fournit les cadres de l'insurrection de Varsovie une année plus tard.

Qu'en est-il du PS suisse? Donnons la parole à l'historien Hermann Wichers⁴³: «La grande solidarité du mouvement ouvrier suisse avec ses camarades persécuté(e)s en Allemagne a été impressionnante. Etant donné que la Confédération et les cantons s'étaient dans la plupart des cas soustraits à leur responsabilité pour le sort des réfugiés accueillis, ceux-ci dépendaient entièrement de l'aide matérielle des milieux qui leur étaient proches. Dans ce but, le PSS et les syndicats avaient créé l'Aide suisse aux réfugiés au printemps 1933 déjà. Du côté des communistes, le Secours rouge assumait cette tâche. Les fonds nécessaires pour le soutien des réfugiés provenaient des ouvriers suisses eux-mêmes et de leurs organisations, avant tout des syndicats, une contribution énorme compte tenu de la crise économique des années 1930. À part l'aide organisée, il faut mentionner la solidarité pratique de beaucoup de «petites gens» qui souvent, avec peu de moyens, mettaient à disposition des gîtes et des repas, aidaient à pourvoir à l'essentiel et offraient aux réfugié(e)s une participation à un nouveau milieu social. Comme on pouvait s'y attendre, cette tâche, aussi dans les familles prolétariennes, incombaient pour l'essentiel aux femmes, qui y trouvèrent souvent une affirmation d'elles-mêmes et une reconnaissance. [...]

Malgré tous les périls et les restrictions, les réfugiés sociaux-démocrates ainsi que les communistes continuèrent à combattre le régime national-socialiste à partir de la Suisse. Ils n'étaient pas prêts d'obtempérer à une interdiction de toute activité politique, puisqu'ils avaient quitté l'Allemagne justement pour pouvoir continuer à militer pour leurs convictions.»

À côté de l'aide aux réfugiés politiques en Suisse, il faut également rappeler le soutien à la résistance allemande et autrichienne organisé par de nombreux dirigeants socialistes et syndicalistes qui ont parfois aussi des responsabilités internationales (comme dans le cas de Konrad Ilg, secrétaire de l'Internationale des travailleurs de la métallurgie FIOM, et Jean Schifferstein, secrétaire de l'Internationale des travailleurs de l'alimentation UITA): soutien logistique et financier, aide aux familles des militants emprisonnés, maintien des liaisons par courrier (notamment par le réseau des cheminots), distribution de publications clandestines, etc.

Mais pour Blocher ce ne sont que des querelles de famille: «Le fait qu'un groupement politique en persécute un autre et le combatte ne signifie pas pour autant que les racines spirituelles ne soient pas les mêmes.» Poursuivant dans son amalgame, il décrit le pacte Staline-Hitler comme une «alliance du national-socialisme et du socialisme»⁴⁴, alors que parmi les grands courants politiques, les socialistes, individuellement et en tant que mouvement, ont été les principales victimes de ce pacte.

Quelle indécence de faire croire que les «racines spirituelles» du nazisme, la glorification de la race, du sol et du sang, s'apparentent à la culture politique socialiste, fondée sur la reconnaissance de la valeur égale de chaque être humain!

⁴³ Hermann Wichers: *Im Kampf gegen Hitler, Deutsche Sozialisten im Schweizer Exil 1933-1940*, Chronos Verlag, Zürich, 1994, 428 p.

⁴⁴ Blocher, *op. cit.*, p. 10.

Le vrai problème de Blocher

Blocher ne s'arrête pas à de tels détails. La calomnie des socialistes n'est que l'introduction au thème qui le préoccupe en priorité: la question de l'Etat. Le socialisme, fût-il démocratique, le communisme et le nazisme, n'ont-ils pas en commun une croyance dans «le collectivisme et la toute-puissance de l'Etat»?⁴⁵ Ne faut-il pas leur opposer, à tous, la liberté? La liberté économique, dans son sens le plus large, c'est-à-dire où «l'Etat touche le moins possible à la souveraineté du consommateur», n'est-elle pas la condition de la liberté politique et personnelle, donc de la liberté tout court? Voilà des questions importantes et intéressantes qui valent la peine d'être débattues.

Hélas, Blocher nous déçoit encore. On s'aperçoit très rapidement que son problème avec l'Etat, c'est surtout quand l'Etat le taxe. Le millionnaire Blocher s'insurge contre le fait que l'Etat le prive, avec les autres citoyens, «de la liberté de disposer de leur revenu, en les frappant d'impôts, de redevances et de taxes de plus en plus élevées.»

Faut-il que l'Etat, par le moyen de la fiscalité, redistribue le revenu national au profit des plus faibles? Bien sûr que non: une «contrainte de

solidarité dictée par l'Etat est insensée»⁴⁶ et l'Etat ne doit pas s'attribuer «le privilège de satisfaire un nombre croissant de besoins vitaux qu'il se charge de définir lui-même». ⁴⁷ En réalité, ce sont les citoyens eux-mêmes qui ont en leur temps défini démocratiquement quels étaient selon eux les besoins vitaux que leur Etat devait satisfaire: par exemple l'instruction publique gratuite et universelle, par exemple un service de santé publique de qualité. Mais Blocher trouve insupportable que l'Etat le prie de passer à la caisse pour contribuer au financement des services publics et crie au totalitarisme. Car c'est de son argent qu'il s'agit, que l'Etat veut lui prendre. De toute façon, «il serait plus judicieux si chacun gagnait sa vie par ses propres moyens»⁴⁸ - comme le hard-working millionnaire Blocher le fait sans peine, contrairement au chômeur paresseux.

La phrase la plus révélatrice est celle-ci: «Celui qui est contraint de se montrer solidaire en devant constamment s'acquitter d'impôts, de redevances et de taxes croissants ne deviendra sans doute pas plus social, mais de plus en plus rebelle et égoïste». ⁴⁹ Là, Blocher se décrit lui-même. C'est le réflexe du chien qui grogne parce qu'il croit qu'on va lui prendre son os.

⁴⁵ Blocher, *op. cit.*, p. 16.

⁴⁶ Blocher, *op. cit.*, p. 19.

⁴⁷ Blocher, *op. cit.*, p. 20.

⁴⁸ Blocher, *op. cit.*, p. 20.

⁴⁹ Blocher, *op. cit.*, p. 19.

Domaine Public, c'est...

- Un regard différent sur l'actualité suisse.
- Un hebdomadaire romand qui, depuis trente-sept ans, vit sans publicité, ni subventions.
- Une rédactrice permanente et des collaboratrices et collaborateurs à Lausanne, Genève ou Berne.
- Sur huit pages, un espace de débat, de réflexion et de commentaires.
- Un journal de gauche d'inspiration réformiste.

Le «marché libre»: une fiction de propagande

⁵⁰ Susan George: *How to Win the War of Ideas – Lessons from the Gramscian Right*, dans: *Dissent* (New York), Summer 1997.

⁵¹ Un prix de transfert interne est le prix que facture une entreprise d'une société transnationale lorsqu'elle vend à une autre entreprise de la même société dans un autre pays.

Comme ces prix sont fixés arbitrairement, ils permettent de déplacer les bénéfices dans des pays à fiscalité légère et d'accumuler les pertes là où les impôts sont les plus élevés.

⁵² Le capitalisme moderne a aussi été profondément modifié par les luttes ouvrières, qui ont abouti à la mise en place d'institutions protégeant l'individu et la société contre les abus de pouvoir des puissances d'argent: de la protection de la santé et de la sécurité au travail à la législation alimentaire en passant par les sanctions contre la pollution de l'environnement. Si le capitalisme des pays industriels exerce encore un pouvoir d'attraction sur les peuples vivant ou ayant vécu dans des systèmes différents, c'est justement parce qu'il ne correspond pas au modèle néo-libéral.

En conclusion, il faut se poser la question suivante: pourquoi Blocher, et pourquoi maintenant? L'idéologie blochérienne fait partie d'une offensive contre l'Etat social qui part des Etats-Unis sous la présidence Reagan de 1983 mais qui est en gestation depuis les décennies précédentes dans le réseau de think-tanks, publications ou chaires académiques, alimenté par la droite politique⁵⁰. Si les économistes néo-libéraux qui inspirent Blocher (Friedrich von Hayek, Ludwig von Mises, William Röpke, etc., auxquels on pourrait encore ajouter Milton Friedman et d'autres) se sont transformés pendant ces décennies d'obscur secte académique en maîtres à penser du monde, ce n'est pas parce que leurs idées sont devenues plus méritoires au fil des années, mais parce que les rapports de force politiques et sociaux ont changé dans les sociétés industrielles modernes et sur le plan mondial.

L'Etat était actif dans son rôle de gardien de «l'intérêt général de la société» quand le mouvement ouvrier y avait conquis des positions d'où il pouvait négocier avec le capital, alors soucieux d'éviter des mises en cause plus radicales. Mais il ne pouvait durer sous cette forme que le temps de l'équilibre des forces qui sous-tendait le compromis social: un acquis des sociétés industrielles après la guerre (les «trente glorieuses»).

Ce que nous vivons à l'heure actuelle, c'est la rupture de cet équilibre, le déplacement du rapport de forces au sein de la société en faveur du capital qui, par le processus de globalisation, est en mesure de s'internationaliser et, par conséquent, d'échapper à la pression des syndicats et de la gauche politique dans les frontières nationales. Le capital n'est donc plus intéressé à un compromis social et politique. Il n'est non seulement plus disposé à apporter sa contribution à l'Etat social mais il met en cause le rôle de l'Etat tout court – donc de la politique – partout où il lui fait de l'ombre. Le blochérisme est l'une

des manifestations en Suisse de cette nouvelle arrogance.

Ceci ne veut pas dire que l'Etat dépérit dans toutes ses fonctions. La souveraineté de l'Etat n'est nullement mise en cause lorsque les pouvoirs publics sont sollicités pour aider les entreprises et pour défendre les intérêts des sociétés transnationales sur le plan législatif, politique, économique et, dans certains cas, sur le plan policier et militaire. Ce n'est que dans sa fonction de défenseur de l'intérêt public et de la justice sociale que l'Etat est mis en cause par les théoriciens du néo-libéralisme.

Leur problème, c'est que le «capitalisme réellement existant», c'est-à-dire tel qu'il fonctionne dans la réalité, n'a aucun rapport avec le modèle théorique néo-libéral. L'essor des sociétés transnationales, puissances hégémoniques dans le capitalisme moderne, a profondément modifié le modèle. Quand un petit nombre de sociétés transnationales dominant tous les marchés importants, dans des relations qui sont autant de coopération que de compétition et de conflit, et quand une part importante du commerce mondial – 40% selon certaines estimations – se déroule parmi les filiales d'une même société transnationale avec une structure de prix de transfert internes⁵¹, il n'est pas possible de parler d'un «marché libre».

Le capitalisme moderne est dans les faits un système hautement réglementé et artificiel, régi par un tissu complexe d'arrangements formels et informels entre entreprises et entre elles et diverses instances gouvernementales qui déterminent les parts de marché, la nature des relations commerciales, les conditions du financement et divers facteurs de production y compris, dans une grande mesure, les coûts du travail.⁵²

La fameuse «main invisible» ne guide que très peu le fonctionnement du système. Au contraire, celui-ci est régi par des décisions politiques

conscientes prises par des entités privées ou publiques, c'est-à-dire par ceux qui ont le pouvoir de les prendre et de les faire appliquer.

En d'autres termes, ce système évolue selon des rapports de force variables entre des acteurs sociaux organisés constamment confrontés les uns aux autres. Considérer le «marché libre» comme le protecteur de la liberté en général est une fiction idéologique déterministe, sans rapport avec le monde réel. Sa fonction est polémique et démagogique: mettre l'adversaire sur la défensive, semer la confusion dans l'opinion, occulter la réalité et faire croire aux citoyens que tout ce qui est important pour eux est hors de portée de leur pouvoir de décision. Le socialisme, au contraire, s'efforce de leur donner les moyens de comprendre et de se mêler de ce qui les regarde.

La réalité, c'est que la liberté individuelle et les droits individuels sont justement protégés par la réglementation. Déjà au 19^e siècle, Lamennais faisait remarquer qu'«entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère». La «liberté du consommateur» que vante Blocher, ne vaut que dans la mesure où le consommateur est aussi et surtout un citoyen qui sait se protéger par des moyens poli-

tiques contre les fraudeurs en tous genres. Ce qui protège la liberté du consommateur, c'est sa défense, par les moyens de la législation, contre ceux qui voudraient l'exploiter.

De la même façon, dans les conventions collectives du travail, chaque augmentation de salaire, chaque heure de travail de moins, chaque jour supplémentaire de vacances agrandissent l'espace de la liberté individuelle que les travailleurs peuvent consacrer à des fins personnelles, récupérant ainsi la dignité à laquelle chaque être humain a droit. Alors qu'au contraire la déréglementation du travail les met sur une roue de hamster d'où il n'y a pas d'issue.

Parmi les différentes mesures qui protègent le consommateur contre la fraude, il y a l'obligation de détailler la composition exacte des produits alimentaires, y compris les additifs, les colorants, les agents de conservation, etc. Il serait bon que les mêmes règles puissent s'appliquer en politique. Dans son pamphlet, Blocher essaie de vendre un produit frauduleux, avarié et dégradé par la substitution de produits de qualité inférieure. Son but est le même que celui de tous les fraudeurs: le profit maximum aux dépens du consommateur, en l'occurrence, du citoyen. ■

Les collaborateurs de DP

Rédacteur responsable : Jean-Daniel Delley

Rédaction permanente : Géraldine Savary

L'équipe de DP: Gabrielle Antille Gaillard; Eric Baier; Claude Bossy; Jean-Pierre Bossy; François Brutsch; Gérard Escher; Jean-Claude Favez; André Gavillet; Jacques Guyaz; Pierre Imhof; Yvette Jaggi; Daniel Marco; Jérôme Meizoz; Roger Nordmann; Jean-Yves Pidoux; Charles-F. Pochon; Anne Rivier; Luc Thévenoz; Albert Tille.

Composition et maquette: Françoise Gavillet, Géraldine Savary

Responsable administrative: Murielle Gay-Crosier

Impressum:

Numéro spécial 1454-1455
de *Domaine Public*,
encarté dans *Le Temps*,
le 13 décembre 2000

Editeur:

Domaine Public SA
cp 2612, 1002 Lausanne
domaine.public@span.ch

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Maquette, mise en page:

Géraldine Savary

Relecture:

Françoise Gavillet

Impression:

Centre d'impression
Edipresse Lausanne SA



L'auteur

Dan Gallin est l'ancien secrétaire général de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et de l'agriculture (UITA), basée à Genève. Pendant près de quarante ans de syndicalisme professionnel, il a promu la pensée et l'action internationales au sein du mouvement ouvrier dont il connaît profondément l'histoire et la tradition, tant nationale que mondiale. Son expérience concrète de la solidarité et la culture de la liberté qu'il n'a cessé de défendre au sein du mouvement syndical convergent en une pensée originale et forte, indispensable au débat auquel sont appelés les socialistes maintenant que les principaux enjeux politiques se présentent à l'échelle du monde.

L'auteur a d'autre part une affinité personnelle avec cette question de la liberté sur laquelle Christoph Blocher interpelle les socialistes: Roumain d'origine et déchu de sa nationalité par le pouvoir communiste, il est devenu socialiste aux Etats-Unis, d'où il a été expulsé en 1953 pour dissidence politique. Revenu au bord du Léman où il avait étudié, il est devenu citoyen suisse, mais avec l'aide du PS qui a dû le défendre contre une coalition bourgeoise peu accueillante à son endroit. Dan Gallin est membre du PSS depuis 1955.

Le Global Labour Institute (GLI)

Fondation de droit suisse créée à Genève en 1997 par Dan Gallin, qui en est président, le GLI est un «*think tank*» syndical qui propose et développe des stratégies d'organisation contre l'hégémonie des sociétés transnationales et le brutalisme du capitalisme mondialisé. Avec, dans son comité, des leaders syndicaux reconnus pour leur expérience et leur indépendance, le GLI cherche à offrir des approches nouvelles, non conformistes, pour la défense des droits et des libertés des travailleurs dans le monde ouvert d'aujourd'hui.

Internet: www.global-labour.org
@dresse: gli@iprolink.ch

A découper, à glisser dans une enveloppe et à renvoyer à :
Domaine Public, case postale 2612, 1002 Lausanne
@dresse: domaine.public@span.ch

- Je souhaite m'abonner à Domaine Public au prix de 100 francs par année.
- Je souhaite recevoir Domaine Public par courrier électronique au prix de 80 francs par année.
- Je souhaite m'abonner à Domaine Public au prix étudiant-apprenti de 60 francs.
- Je souhaite recevoir Domaine Public gratuitement à l'essai pendant un mois.

Domaine
Public
DP

Chaque semaine, l'essentiel sur huit pages

Expéditeur :

E-mail :
